

Résumé

La reprise de l'économie mondiale à la suite des multiples chocs négatifs survenus ces dernières années semble de plus en plus fragile et exposée à de nouveaux risques. L'aggravation de la fragmentation géopolitique, l'intensification des tensions commerciales et l'affaiblissement de la coopération internationale engendrent une incertitude extraordinaire qui pèse sur les perspectives économiques mondiales, avec des prévisions de croissance plus faibles et des déséquilibres économiques plus prononcés que prévu dans l'édition d'octobre 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* (PER). Le pic d'incertitude économique mondiale au cours des premiers mois de 2025 commence à affecter les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN) et du Caucase et de l'Asie centrale (CAC) en raison de la baisse des prix de l'énergie et du resserrement des conditions financières extérieures. Les facteurs mondiaux jouent un rôle majeur dans l'incertitude qui règne dans ces pays (chapitre 2), amplifiant les sources importantes d'incertitude pour la région, notamment les conflits, les foyers d'instabilité politique et la vulnérabilité face aux graves évolutions de la situation climatique.

Selon les estimations, la croissance dans la région MOAN a ralenti en 2024. Les conflits ont pesé dans certains pays importateurs de pétrole. Les pays exportateurs de pétrole sont parvenus à tirer leur épingle du jeu dans un environnement économique complexe et incertain, grâce à la mise en œuvre de mesures de diversification, malgré une contraction de l'activité pétrolière due à la décision de l'OPEP+ de prolonger sa politique de réduction de la production de pétrole. La croissance devrait toutefois continuer d'augmenter en 2025 et 2026, mais à un rythme nettement plus lent que prévu en octobre dernier. En effet, les répercussions de l'aggravation des tensions commerciales dans le monde et du haut degré d'incertitude s'ajoutent à une reprise plus progressive de la production pétrolière (après le maintien des réductions volontaires de la production décidées par l'OPEP+ et le durcissement des sanctions à l'encontre de la République islamique d'Iran), aux effets persistants des conflits dans la région et aux avancées plus lentes que prévu de la mise en œuvre des réformes structurelles dans certains pays. L'inflation devrait continuer de diminuer progressivement à moyen terme, et ne rester élevée que dans quelques cas.

La croissance de la production des pays de la région CAC a été robuste en 2024 et supérieure aux projections de l'édition d'octobre 2024 des PER, ce qui tient principalement à des retombées positives plus fortes et plus durables que prévu sur la demande intérieure de la guerre menée par la Russie en Ukraine. Ces effets devraient se normaliser au cours des prochaines années et, combinés à la stagnation de la croissance de la production d'hydrocarbures et à l'adoption de mesures de relance budgétaire plus timides, devraient entraîner un ralentissement de la croissance économique dans la région CAC. L'inflation est orientée à la baisse dans la plupart des pays et devrait généralement rester à l'intérieur des cibles fixées à moyen terme.

Les risques qui pèsent sur les perspectives continuent d'être baissiers. Les principaux risques à la baisse pour ces perspectives sont une résurgence de conflits et une montée persistante de l'incertitude à l'échelle mondiale, en particulier en raison de l'évolution des droits de douane et des éventuelles perturbations des échanges commerciaux qui pourraient étouffer la demande intérieure et extérieure, resserrer davantage les conditions financières et affaiblir le secteur pétrolier. Notre analyse montre que les pics d'incertitude provoqués par des chocs mondiaux sont associés à des pertes de production importantes et persistantes tant dans la région MOAN que dans la région CAC (chapitre 2). Si la forte augmentation de l'incertitude observée depuis le début de 2025 se poursuit, la production pourrait chuter d'environ 4,5 % par rapport à sa tendance initiale après deux ans pour le pays moyen des régions MOAN et CAC. Il faut noter que des aléas haussiers sont aussi présents : un règlement rapide et durable des conflits dans la région et une mise en œuvre plus efficace des réformes structurelles pourraient conduire à une amélioration plus forte que prévu des perspectives économiques à court et moyen termes.

Dans un contexte marqué par une incertitude exceptionnellement élevée, les dirigeants sont confrontés à la tâche difficile d'atténuer les risques à court terme tout en reconstituant des marges de manœuvre économiques et en poursuivant simultanément les objectifs de croissance à moyen terme. À un moment où de nouveaux chocs négatifs sur la croissance et les conditions financières sont possibles, il devient encore plus crucial de renforcer la viabilité budgétaire et de maintenir la stabilité des prix. Afin de privilégier la stabilité macroéconomique, il sera nécessaire d'éviter de proposer un soutien budgétaire coûteux et difficile à arrêter aux secteurs ou entreprises affectés par de nouvelles mesures protectionnistes. Il conviendrait davantage d'accélérer les réformes structurelles pour renforcer

la compétitivité internationale et attirer les investissements directs étrangers dans les industries non extractives. La diversification de l'économie, en allant au-delà des partenaires commerciaux et produits de base traditionnels, ainsi que l'approfondissement de l'intégration interrégionale, contribueront à renforcer la résilience aux chocs extérieurs. Le renforcement de la gouvernance et des cadres institutionnels améliorera la capacité des pays à réagir efficacement à la montée de l'incertitude. Si les réformes de la gouvernance sont essentielles pour préparer la reconstruction et la stabilisation des pays touchés par un conflit, de nouvelles formes de coopération internationale faisant intervenir les parties prenantes régionales seront essentielles pour garantir les financements considérables et nécessaires à la reconstruction et à l'aide humanitaire dans un contexte de diminution des financements extérieurs, y compris de l'aide internationale.